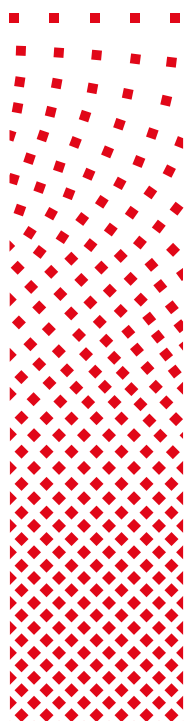




LA CAISSE DES DÉPÔTS AU SERVICE DU PAYS

*Transitions écologique et énergétique,
territoriale, numérique, démographique
et sociale*

— FAITS MARQUANTS NATIONAUX
ET INTERNATIONAUX





Lyon

Bordeaux

« Au cours de son histoire aujourd’hui bicentenaire, la Caisse des Dépôts et ses filiales ont toujours été au rendez-vous des grandes transitions de la société française. »

Pierre-René Lemas,
directeur général du groupe Caisse des Dépôts.



Baix-le-Logis-Neuf



Pantin



Nantes



Metz



Laval



Viry-Chatillon

UNE MOBILISATION FINANCIÈRE ET OPÉRATIONNELLE INTENSE

Un engagement massif pour relancer l'économie

- **Une activité de prêts sur fonds d'épargne en forte expansion**
 - 74 Md€ de prêts signés entre le 01/07/2012 et le 31/12/2015
 - Mise en œuvre d'une enveloppe de 20 Md€ de prêts sur fonds d'épargne en faveur des projets d'équipements du secteur public local pour la période 2013-2017. Plus de 8 Md€ de prêts ont été signés au 31/12/2015.
- **Financement des entreprises**
 - Depuis 2012, plus de 200 entreprises financées par les fonds Nova, Novo et Novi, soit 1,2 Md€ investi.
 - Concernant notre filiale Bpifrance, entre 2012 et 2015, l'encours total de crédit aux entreprises a augmenté de 51 % passant à 23 Md€.
- **Des investissements pour développer les territoires**
 - 420 M€ investis en 2015 pour développer les territoires
- **Programme d'Investissements d'Avenir (PIA)**
 - Pour le compte de l'Etat, près de 9 Md€ sur les 13,6 Md€ confiés ont été investis avec un effet levier de près de 20 Md€ à décembre 2015.

ENGAGEMENTS 2016 -2020

26,3 Md€ en investissement au bénéfice des entreprises et des territoires

100 Md€ de prêts sur fonds d'épargne pour le logement et les collectivités

Force de proposition et d'action

Dans un contexte socio-économique en constante évolution, le Groupe s'engage et mobilise tous ses moyens pour accompagner et soutenir les projets de développement. Par ses capacités de proposition et d'action, il consolide son rôle moteur dans l'économie française.

- La Caisse des Dépôts a proposé, entre juin et octobre 2015, un préfinancement du FCTVA à taux zéro, à l'initiative des pouvoirs publics. Cette facilité de trésorerie a permis de soutenir environ 20 % des dépenses d'équipement des collectivités territoriales en 2015. Le financement total représente 816,5 M€ pour 1 820 collectivités souscriptrices.
- Face à la situation difficile rencontrée par les éleveurs français, la Caisse des Dépôts a mis en place, via sa filiale Bpifrance, un fonds de garantie dès juillet 2015.
- En vue d'un déploiement efficace du plan Juncker (Plan d'investissement européen) pour relancer la croissance, la Caisse des Dépôts a renforcé son partenariat avec la Banque européenne d'investissement.
- Afin de renforcer le développement économique dans les territoires les plus fragiles, la Caisse des Dépôts en partenariat avec l'Etat, a mis en place l'Agence France Entrepreneur, dont les 3 principaux axes d'intervention sont la création d'entreprises, le soutien au développement des TPE-PME et l'innovation.
- Le groupe Caisse des Dépôts s'organise pour répondre à l'engagement du gouvernement pour

faciliter l'accueil des réfugiés sur les deux prochaines années. Le groupe soumettra un plan d'accueil global au cours de l'année 2016, avec pour objectif de proposer une capacité d'accueil d'environ 15 000 places.

- Initié par la Caisse des Dépôts, le Climate Finance Day, qui s'est tenu en mai 2015 à Paris, a été l'occasion pour les banquiers, assureurs, fonds d'investissements et investisseurs institutionnels de multiplier les annonces en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique, en amont de la COP21.
- Création du fonds « France Investissement Tourisme » visant à accompagner les transformations du secteur et à stimuler l'innovation et accroître la compétitivité des entreprises du tourisme, filière porteuse d'emplois et de rayonnement international.

Les Arcs





Emanville

QUATRE TRANSITIONS MAJEURES

La transition écologique et énergétique

La transition écologique et énergétique (TEE) s'impose comme l'un des défis majeurs de ce 21^e siècle. Pour le relever, le Groupe actionne des leviers puissants et a apporté, en tant que partenaire, un appui significatif à la réussite de la COP21. Il se positionne résolument comme créateur d'actifs verts.

- Un effort soutenu pour l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments :
 - éco-prêts sur fonds d'épargne : 50 000 logements rénovés en 2015,
 - 8 000 logements rénovés par le groupe SNI en 2014,
 - l'objectif du Groupe est désormais d'assurer le financement de la rénovation thermique de plus de 700 000 logements sociaux d'ici 2020.
- Mise à disposition des collectivités du Prêt « croissance verte » depuis septembre 2014 (taux : 1,5 %). L'enveloppe de 5 Md€ lui étant dédiée permet de financer les projets de réhabilitation des bâtiments, les nouveaux « bâtiments à énergie positive » et également des projets dans les domaines des transports propres et des énergies renouvelables.



Lille

- Mise en place de nouveaux dispositifs de prêts à taux zéro en faveur de la réhabilitation des bâtiments publics annoncées à l'occasion du lancement du Bicentenaire.

LES ENGAGEMENTS DU GROUPE

- 15 Md€ de financements dédiés à la TEE sur la période 2014-2017.
- Réduire de 20 % d'ici 2020 l'empreinte carbone de ses portefeuilles d'actions cotés (dont CNP Assurances et Bpifrance), ce qui représente 55 Md€.
- Réduire de 38 % d'ici 2030 la consommation énergétique de son parc immobilier.

- La Caisse des Dépôts, a investi 70 M€ en 2015 et 50 M€ en 2014 dans de nouveaux projets producteurs d'énergie verte.
- Bpifrance a mobilisé 848 M€ pour le financement des entreprises de la TEE en 2014. D'ici à 2018, elle mobilisera plus de 4 Md€ en faveur de la TEE.
- CNP Assurances : 800 M€ d'encours contribuant directement à la TEE, via des investissements verts en infrastructures, private equity et green bonds. Son engagement : atteindre 1,6 Md€ d'encours d'ici fin 2017.
- Des partenariats renforcés tels que l'investissement en association avec la BEI, fonds innovant dédié à l'acquisition, la dépollution et la requalification de sites présentant un important passif environnemental.



La Rochelle

« Le numérique transforme profondément la vie de nos concitoyens et appelle de nouveaux modes d'action. »

Pierre-René Lemas,
directeur général du groupe Caisse des Dépôts.

La transition numérique

Le groupe Caisse des Dépôts accompagne la modernisation du pays. Il poursuit son soutien au développement du numérique et des nouvelles technologies.



- Participer à l'essor de nouveaux usages et promouvoir une nouvelle culture :
 - appui au développement des Smart Cities,
 - actions en faveur de l'attractivité des universités françaises en soutenant les projets tels que le campus numérique, à la pointe de la technologie,
 - par l'intermédiaire de ses filiales spécialisées, le groupe Caisse des Dépôts propose aux collectivités locales des services hautement sécurisés permettant la dématérialisation des processus, des échanges et la conservation des données,

- lancement d'un laboratoire de l'innovation sur la technologie Blockchain, en partenariat avec de nombreux acteurs du secteur financier.

- Une implication pleine pour remplir l'objectif du Plan France Très Haut Débit (THD) qui consiste à couvrir en très haut débit l'intégralité des territoires français d'ici 2022.
- Un soutien important aux entreprises pour développer l'économie du numérique :
 - des interventions amplifiées dans le financement de l'innovation notamment grâce aux fonds Ecotechnologies du PIA,
 - participation du Groupe, fin 2014, au lancement de l'initiative publique French Tech (PIA) destinée à favoriser en France l'émergence de « jeunes pousses » prometteuses et d'en assurer la notoriété à l'international pour préparer la compétitivité de demain.

La transition démographique et sociale

Fort de son expérience, le Groupe se mobilise pour répondre aux préoccupations essentielles de la société et favoriser le « mieux vivre ensemble ».

- Une présence quotidienne dans la vie des français :
 - gestion d'1 retraite sur 5,
 - une implication durable dans la gestion des retraites : mise en œuvre en 2014 de la réforme des retraites et entrée de la Caisse des Dépôts dans le nouveau groupement d'intérêt public « Union Retraite » qui pilote la simplification du système de retraites français,
 - mise en place du compte personnel de formation (CPF) pour 23 millions de bénéficiaires. Le CPF permet à ses titulaires de connaître à tout moment leurs droits ainsi que les formations auxquelles ils sont éligibles.
- Une offre d'hébergement adaptée pour répondre aux besoins de tous :
 - 405 M€ de prêts accordés en 2015 pour financer la construction et la réhabilitation des établissements destinés aux étudiants et aux jeunes travailleurs,
 - 132 M€ de prêts sur fonds d'épargne pour financer l'hébergement et les logements d'urgence.
- Une attention particulière portée au « bien vieillir » :
 - un soutien affirmé à l'économie du vieillissement, la « Silver économie », avec la création du Fonds de « Prêts d'honneur Silver économie », financement « à taux 0 » de 42 projets d'ici 2016,
 - investissement dans des projets urbains inclusifs et développement de solutions innovantes pour favoriser la cohabitation intergénérationnelle.

UNE EXPERTISE RECONNUE

- En 2014, développement du compte personnel de formation
- En 2016, lancement du compte personnel d'activité



« L'économie n'est pas hors sol. Le Groupe doit être le pivot de l'ingénierie financière, juridique et technique dans les territoires. Cette stratégie est basée sur deux grandes orientations : les territoires et la relance de l'investissement. »

Pierre-René Lemas,
directeur général du groupe Caisse des Dépôts.

La transition territoriale en faveur de la Métropole et des Outre-Mer

Le groupe Caisse des Dépôts favorise l'attractivité des territoires en agissant en cohérence avec le développement local des collectivités, des petites communes aux grandes métropoles et nouvelles régions. C'est pourquoi le Groupe a adapté son organisation à la nouvelle géographie régionale tout en renforçant la présence de ses équipes sur le territoire.



Issy-les-Moulineaux

tions de co-investissement immobilier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

- A ce jour, près d'une quarantaine de conventions cadre a été signée avec de grandes collectivités (villes, départements et régions).
- Dans les quartiers, une participation renforcée en faveur de l'emploi, du développement économique et de l'amélioration de la qualité de vie. En novembre 2015, le Groupe a mobilisé avec l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU), 250 M€ pour la réalisation d'opérations de co-investissement immobilier dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- Une contribution active à la relance de la production de logements :
 - en 2015, le volume de prêts directs sur fonds d'épargne en faveur du logement social et de la politique de la ville a atteint 17,2 Md€, permettant la création de 134 000 logements ou places d'hébergement,
 - le groupe SNI prévoit la mise en chantier de 92 000 logements sur la période 2015-2020.
- Un accompagnement de la croissance des entreprises au plus près des bassins d'emplois :
 - 1^{er} investisseur institutionnel français dans le capital des PME cotées, la Caisse des Dépôts dispose d'un portefeuille de près de 10 Md€ d'actions françaises fin 2014,
 - Bpifrance a accompagné 86 000 entreprises et a mobilisé près de 12,5 Md€ en financements bancaires pour son 1^{er} plein exercice en 2014,

- le Groupe est un acteur majeur du financement de l'économie sociale et solidaire (ESS), enjeu fondamental de cohésion territoriale et sociale. Sur fonds propres, 50 000 entreprises ont été financées via les différents réseaux de soutien à la création d'entreprise ou de financement de l'ESS, représentant près de 115 000 emplois créés ou consolidés. Au titre du PIA, à fin 2015, ce sont plus de 86 M€ de financements en faveur de 500 projets de l'ESS, engendrant 400 M€ de financements complémentaires.



- Des actions pour la compétitivité de demain : la Caisse des Dépôts agit pour stimuler l'innovation et soutenir les secteurs d'avenir : avec les pôles de compétitivité et les sociétés d'accélération de transfert de technologie (SATT), gérées pour le compte de l'Etat dans le cadre du PIA, elle fait le lien entre le monde de la recherche et les entreprises.

GRAND PARIS

Pour construire une métropole durable et compétitive à l'échelle internationale, le Groupe propose des solutions intégrées à tous les acteurs du projet du Grand Paris dont la mise en œuvre recoupe les métiers et les priorités stratégiques du Groupe (logement, infrastructures, mobilité, développement des entreprises, transition numérique et énergétique).

Paris JO 2024

Le groupe Caisse des Dépôts s'engage à mettre tout son savoir-faire en œuvre dans le domaine de la ville intelligente en utilisant au mieux les synergies de ses différentes entités. **Objectif : un projet démonstrateur de Smart City.**



Paris

À l'international

Le groupe Caisse des Dépôts, c'est également le déploiement d'une stratégie de développement vers l'international

- La Caisse des Dépôts entretient des relations avec des institutions publiques et investisseurs internationaux. Elle participe activement à toutes les initiatives encourageant l'investissement de long terme et est membre fondateur :
 - du Club des Investisseurs de Long Terme (LTIC) regroupant 18 institutions internationales,
 - de l'Association Européenne des Investisseurs de Long Terme (ELTI) qui réunit 27 institutions des pays de l'Union européenne,
 - du forum mondial des caisses de dépôts.

Elle a également appuyé la création fin 2014 d'un intergroupe au Parlement européen sur l'investissement de long terme et la réindustrialisation.

- La Caisse des Dépôts a investi dans deux fonds internationaux finançant principalement des projets d'énergies renouvelables (ENR) :
 - Marguerite a d'ores et déjà investi près de 287 M€ dans 10 projets en France et en Europe représentant un montant total de 4,7 Md€, soit un effet de levier supérieur à 16.
 - InfraMed a investi à ce jour 226 M€ dans 4 projets en Egypte, en Jordanie et en Turquie, pour un montant total de 4,4 M€, soit un effet de levier supérieur à 19.
- **Bpifrance** propose un accompagnement personnalisé à l'international des PME et ETI de croissance. Elle assure ainsi, avec Business France et Coface au travers du dispositif Bpifrance Export, une offre pour faciliter l'accès des entreprises à l'information sur les marchés extérieurs et aux outils de financement de leurs activités à l'export.

Rabat, Maroc



- **CDC International Capital**, filiale à 100 % du Groupe :
 - Elle a noué des partenariats d'investissement durable avec les fonds souverains et les grands investisseurs internationaux. CDC International Capital répond également à un objectif de politique publique visant à attirer les investisseurs étranger en France et à accompagner le développement des entreprises françaises à l'étranger. 3 nouveaux partenariats ont été lancés en 2015 avec la Chine, la Corée et l'Arabie Saoudite. Elle a déjà un portefeuille de plusieurs investissements réalisés dans des secteurs tels que la santé, l'immobilier et l'agroalimentaire.
 - Elle dispose d'une capacité d'investissement via ses partenariats et filiales partenaires de 3 Md€.
 - Elle est membre de l'International Investor Roundtable et accueille son siège institutionnel à Paris. CDC International Capital présidant l'institution, elle organisera la conférence de printemps 2016.

Mumbai, Inde



Prague, République tchèque

QUELQUES RÉCENTS SUCCÈS

- Le **groupe CNP Assurances** est présent au Brésil depuis 2001 avec sa filiale Caixa Seguradora, 6^e assureur brésilien, co-détenue avec son partenaire distributeur Caixa Econômica Federal, la 2^e banque publique du pays. En 2016, le Groupe lancera la première compagnie d'assurance 100 % en ligne du Brésil.
- **Egis** a remporté en 2015 un grand projet visant à alimenter en eaux potables 2 villes d'importance en Côte d'Ivoire.
- La **Compagnie des Alpes** a ouvert le 30 juillet 2015 le Grévin de Séoul, après les ouvertures des Grévin Montréal en 2013 et Prague en 2014.
- **Transdev** exploite depuis juin 2014 avec succès la ligne 1 du métro de Mumbai (Inde) et a remporté en juillet 2015 le contrat de la nouvelle ligne de tramway de Cincinnati aux Etats-Unis.

FOCUS SUR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CERTAINES DE SES FILIALES

*De profondes transformations :
des décisions structurantes pour
l'avenir ont été prises*

À l'heure de son bicentenaire, le groupe Caisse Des Dépôts renforce son agilité par un ajustement du pilotage et une nouvelle organisation au service des territoires.

- Renforcement du pilotage du Groupe. le directeur général du Groupe, est présent au sein des organes de gouvernance de ses filiales et participations stratégiques : Bpifrance, SNI, CNP Assurances et La Poste.
- Création de deux nouvelles directions :
 - La direction des investissements et du développement local répond à la volonté du directeur général, de professionnaliser le métier d'investisseur au sein du Groupe. L'ensemble des activités d'investissements sont ainsi centralisées en faveur des territoires.
 - La direction du réseau et des territoires, exclusivement dédiée aux territoires, témoigne de l'importance qu'accorde la Caisse des Dépôts à ces questions représentant un véritable enjeu pour elle dans ce contexte de réforme. Son maillage a été adapté à la réforme territoriale. Les directeurs régionaux des nouvelles régions ont été nommés au 1^{er} janvier 2016.





La direction des fonds d'épargne

Au cœur des missions confiées par la loi à la Caisse des Dépôts, le Fonds d'épargne transforme en toute sécurité une partie de l'épargne populaire (livret A, livret de développement durable, livret d'épargne populaire) en prêts à très long terme (jusqu'à 60 ans) et à des taux privilégiés.

Ces prêts financent des programmes d'intérêt général désignés comme prioritaires par l'Etat : logement social, politique de la ville, investissements de long terme des collectivités locales... Les fonds restants, gérés dans un portefeuille d'actifs financiers, contribuent à générer les revenus nécessaires pour rémunérer l'épargne populaire, assurer sa liquidité tout en finançant l'économie.

L'offre de prêts sur fonds d'épargne repose sur le principe d'une parfaite équité, les prêts étant octroyés aux mêmes conditions de taux et de durée, sans discrimination entre les emprunteurs. Les conditions des prêts sont modulées en fonction du caractère social ou environnemental des opérations financées.

L'activité en synthèse

En 2015, l'activité du Fonds d'épargne a été soutenue avec 21,1 Md€ de prêts signés en faveur des investissements des territoires. Un effort particulier a été accordé à la transition écologique et énergétique.

Le logement social et la politique de la ville figurent encore cette année au cœur du métier du Fonds d'épargne, un nouveau record historique ayant été atteint avec 17,2 Md€ de prêts. En finançant 134 000 logements et 311 000 réhabilitations, dont près de

50 000 réhabilitations thermiques, la Caisse des Dépôts renforce encore en 2015 son soutien actif au secteur du logement.

Sur le secteur public local, avec 3,9 Md€ de prêts signés, l'année se caractérise par la montée en puissance des Prêts « croissance verte » et par le déploiement du dispositif de préfinancement à taux zéro du FCTVA. Le portefeuille d'actifs financiers s'élève à 78,5 Md€, en baisse par rapport à 2014 sous le double effet de la dynamique des prêts et, dans une moindre mesure, de la diminution des dépôts centralisés (livret A, LDD et LEP) ; les encours de titres de capital - les plus rentables dans les conditions de marché actuelles - et de titres couvrant les risques de taux du bilan ont été préservés. A l'issue de la COP 21, la Caisse des Dépôts s'est par ailleurs engagée à réduire l'empreinte carbone de ses portefeuilles d'actions et à pérenniser son désengagement dans le charbon thermique.

CHIFFRES CLÉS 2015

- 21,1 Md€ de **nouveaux prêts signés**, dont 17,2 Md€ en faveur du logement social et de la politique de la ville et 3,9 Md€ sur des enveloppes destinées au secteur public local
- 176 Md€ d'**encours de prêts** sur fonds d'épargne
- 78,5 Md€ de **portefeuille d'actifs financiers** géré par le fonds d'épargne (dont près de 16 % d'actions)
- 238 Md€ d'**encours de l'épargne collectée** centralisée par la Caisse des Dépôts (soit près de 60 % de l'épargne collectée par les réseaux bancaires)



La direction des services bancaires

Depuis sa création, la Caisse des Dépôts est le dépositaire de confiance de fonds privés protégés par la loi.

La direction des services bancaires exerce les activités bancaires de la Caisse des Dépôts et collecte à ce titre 55,1 Md€ de dépôts. Elle met en place des modes de gestion assurant transparence et sécurité aux fonds qui lui sont confiés et est l'un des fondements de l'efficacité du modèle économique de la Caisse des Dépôts en lui apportant des ressources stables. La stratégie des Services bancaires de la Caisse des Dépôts est orientée clients et développement. Elle s'articule autour de 4 missions d'intérêt général : banquier du service public de la justice, banquier des régimes de protection sociale, dépositaire des dépôts protégés des particuliers et partenaire bancaire des acteurs publics locaux.

Le rôle de dépositaire des dépôts protégés des particuliers constitue une nouvelle mission identifiée en tant que telle, et porte sur les services bancaires rendus à des particuliers dans un cadre législatif ou réglementaire dédié ainsi que les consignations et les dépôts spéciaux portant sur des fonds de personnes physiques. Ils sont amenés à se développer avec la mise en œuvre de la loi Eckert sur les comptes bancaires inactifs et les fonds d'assurance en déshérence.

- **Services bancaires : la mise en œuvre d'une nouvelle mission confiée par le législateur**

La loi sur les comptes bancaires inactifs et les contrats d'assurance-vie

en déshérence, dite loi « Eckert », promulguée en juin 2014, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2016.

Chargée de centraliser et de conserver les sommes non réclamées qui lui auront été transférées par les établissements financiers (banques, organismes d'assurance et d'épargne salariale), la Caisse des Dépôts s'apprête à recevoir l'ensemble de leurs stocks d'avoirs inactifs entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2016. A cette fin, la direction des services bancaires a travaillé, tout au long de l'année 2015, avec les établissements financiers afin de faciliter et d'accompagner le dépôt des sommes non réclamées.

La direction des services bancaires prépare également le service en ligne qui ouvrira en janvier 2017, après réception du stock d'avoirs inactifs, et grâce auquel tout particulier pourra rechercher des sommes non réclamées transférées à la Caisse des Dépôts. Cette nouvelle mission s'inscrit au cœur des métiers historiques de la Caisse des Dépôts, dépositaire de confiance, assurant en toute transparence et en toute sécurité la conservation des fonds privés nécessitant une protection particulière.

La Caisse des Dépôts contribue à l'accélération de la transition numérique de l'économie. Elle prend part à la digitalisation croissante des activités bancaires et accompagne les professions juridiques qui sont nos partenaires dans la digitalisation de leurs propres services.



La direction des retraites et de la solidarité

La direction des retraites et de la solidarité (DRS) gère 48 mandats recouvrant régimes de retraite publique et fonds de protection sociale.

Dans le domaine de la retraite, elle couvre 7,5 millions d'actifs et 3,7 millions de pensionnés, **soit 1 retraité sur 5 en France**. Elle est le partenaire privilégié des employeurs publics (Etat, collectivités territoriales et établissements hospitaliers).

Dans le cadre de sa stratégie d'offre de services numériques, la DRS propose, à travers son portail internet et son offre de services en ligne aux affiliés, des informations personnalisées en temps réel, adaptés aux usages nomades (tablettes et smartphones) et les guide dans leurs démarches retraite.

La DRS représente la Caisse des Dépôts au conseil d'administration du GIP Union retraite, créé par la réforme des retraites de 2014 dans le but de simplifier le système de retraite français.

Dans ce cadre, elle a été retenue pour déployer un premier lot de services en ligne inter-régimes début 2017.

La DRS déploie aussi ses compétences dans le domaine de la solidarité : risques professionnels, emploi des personnes en situation de handicap, fonds de compensation... Elle est gestionnaire du Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), qui accompagne les employeurs publics, par des financements et des partenariats, dans la mise en œuvre de politiques d'inclusion professionnelle ambitieuses

contribuant au changement de regard sur le handicap.

• **Le compte personnel de formation (CPF)**

Sa capacité à gérer des comptes de droits en points ou en durée a convaincu les pouvoirs publics de lui confier la conception et la réalisation du système d'information du CPF. En 10 mois seulement elle a mis en œuvre, selon des méthodes de développement dites agiles, le portail du CPF, opérationnel dès janvier 2015.

23 millions de personnes de 16 ans et plus, salariés ou demandeurs d'emploi, ont ainsi la possibilité de consulter leur compte, renseigner leurs heures DIF et déposer un dossier de formation en ligne.



La direction des investissements et du développement local

La direction des investissements et du développement local (DIDL), créée en février 2015.

Elle regroupe l'ensemble des équipes d'investissement territorial de la Caisse des Dépôts et intègre les activités de trois ex-filiales :

- **CDC Climat**, qui a développé les investissements dans la lutte contre le changement climatique ;
- **CDC Numérique**, qui a favorisé le développement numérique des territoires ;
- **CDC Infrastructure**, qui a investi en fonds propres dans des actifs essentiels pour le développement économique du territoire.

Cette nouvelle organisation, plus cohérente, permet à la Caisse des Dépôts de regrouper ses capacités d'investissement, ses moyens et son ingénierie et de se positionner dans le nouvel environnement territorial.

La direction des investissements et du développement local répond aux besoins des territoires en appui des politiques publiques. Elle propose des solutions innovantes et des financements en matière de développement économique, de cohésion sociale, de transition écologique, énergétique et numérique.

En 2015, DIDL a mené une refonte globale de ses principes d'intervention. Cette redéfinition lui permettra d'intensifier son action sur des axes historiques d'intervention (politique de la ville, immobilier, tourisme, numérique, économie sociale et solidaire, économie mixte) et de développer son action dans de nouveaux champs d'intervention (infrastructure et transports, énergies renouvelables, efficacité énergétique, numérique, économie et cohésion sociale).

La direction du réseau et des territoires

Créée en 2015, la direction du réseau et du territoire regroupe l'ensemble des implantations de la Caisse des Dépôts sur le territoire français, qu'il soit métropolitain ou ultra marin.

Dans un contexte de fortes mutations et de réforme de la carte des régions, elle porte l'offre du groupe Caisse des Dépôts en matière d'investissement territorial et de prêts à long terme. Elle adapte ses modes d'intervention aux spécificités locales et apporte des réponses globales pour aider les territoires à rester compétitifs et attractifs.

La direction du réseau et des territoires mobilise également ses expertises et son ingénierie pour accompagner les projets portés par les acteurs du territoire.

La réforme de la carte des régions, issue de la loi du 16 janvier 2015, a conduit la direction du réseau et des territoires à réfléchir sur l'organisation territoriale du réseau. Depuis juillet 2015, 7 directeurs régionaux œuvrent au plus près des besoins des acteurs locaux, afin de garantir l'intérêt général.

16 directions régionales :

- 13 en métropole
- 3 en outre-mer



CHIFFRES CLÉS 2015

- **Chiffre d'affaires :**
31,6 Md€ (+ 2,5 %)
- **Taux de marge**
sur affaires nouvelles :
14,5% (+ 0,8 %)
- **Taux de couverture**
Solvabilité 2 : 192 %
- **Résultat net**
part du Groupe :
1 130 M€ (+ 4,7 %)

CNP Assurances

L'activité et les résultats continuent de progresser régulièrement en 2015 dans un contexte de taux bas et malgré la baisse du « real ».

2015 a vu la poursuite de la transformation du groupe en ligne avec la stratégie annoncée en 2013. 2016 verra l'accélération de l'évolution du modèle d'affaires multi partenarial et l'affirmation de la stratégie digitale. Le résultat net part du groupe atteint 1 130 M€ en hausse de 4,7 %. Le taux de couverture Solvabilité 2⁽¹⁾ est de 192 %.

Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 31,6 Md€, en hausse de 2,5 % par rapport à 2014 (+ 3,4 % à périmètre et change constants).

Au global, le taux de marge sur affaires nouvelles atteint 14,5 % en 2015, en hausse de 0,8 points par rapport à 2014. Il bénéficie de l'amélioration du mix produits en France et en Europe hors France avec l'intégration de CNP Santander Insurance.

Le produit net d'assurance (PNA) s'établit à 2 514 M€ en 2015, en progression de 0,4 % par rapport à 2014 (+ 7,5 % à périmètre et change constants).

En France, le PNA augmente de 4,6 % à 1 386 M€ porté par une bonne dynamique sur l'ensemble des segments.

En Amérique latine (921 M€), le PNA (- 4,1 %) est impacté par la baisse du taux de change mais reste élevé à périmètre et change constants (+ 12,6 %).

En Europe hors France, le PNA, en baisse de 5,2 %, est impacté de façon non récurrente par les change-

ments de périmètre en 2015 (cession de CNP BVP, intégration de CNP Santander Insurance et relance de CNP Partners).

Les revenus du compte propre sont quasi stables à 774 M€ (+ 4,6 % à périmètre et change constants). Les revenus totaux s'établissent à 3 288 M€, en hausse de 0,3 % (+ 6,8 % à périmètre et change constants).

Dans ce contexte, les encours moyens (hors PB différée) progressent à 316,9 Md€ (+ 3,1 %). Les frais de gestion restent maîtrisés, l'augmentation de 3 % s'expliquant pour l'essentiel par le financement des investissements dans le digital. En France, l'amélioration du coefficient d'exploitation se poursuit (43 % vs. 44,2 % en 2014).

Les capitaux propres (hors intérêts minoritaires) sont de 17 113 M€ à fin 2015. L'*operating free cash flow* (hors titres subordonnés) s'élève à 955 M€, soit 1,39 €/action, en hausse de 8,4 %.

Un dividende de 0,77 €/action en numéraire sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 28 avril 2016. Sur ces bases et dans le cadre de la stratégie mise en œuvre par l'entreprise, CNP Assurances affiche un objectif de taux de croissance organique annuel moyen du RBE d'au moins 5 % sur 3 ans.

L'année 2015 est marquée par l'accélération de la transformation du

(1) Formule standard sans mesure transitoire (sauf grandfathering des dettes subordonnées).

modèle économique du Groupe qui se concrétise dans ses résultats.

Activité et marges sur affaires nouvelles 2015

Le chiffre d'affaires en France atteint 24,8 Md€ en 2015, en hausse de 1,1 %. La valeur des affaires nouvelles (VAN) est en hausse de 15 M€ et le taux de marge sur affaires nouvelles progresse de 0,3 points. L'activité est tirée par la croissance de 21,4 % des ventes en unités de compte (UC) qui représentent désormais 15,6 % du total épargne/retraite (vs. 13,1 % en 2014). La collecte nette sur le segment vie capitalisation en France est positive à + 2,2 Md€ (dont + 2 Md€ en épargne/retraite UC et 0,2 Md€ en épargne/retraite euro). En prévoyance/protection, la valeur des affaires nouvelles est en hausse de 32 % grâce à la hausse des volumes en assurance emprunteur et à l'amélioration de la sinistralité en santé et prévoyance collectives.

En Amérique latine, dans un contexte économique difficile, l'activité conserve sa bonne dynamique sur l'ensemble des segments (+ 12,3 % ; + 32,0 % à périmètre et change constants). La valeur des affaires nouvelles atteint 138 M€ (- 3 % ; + 8 % à périmètre et change constants). Le taux de marge sur affaires nouvelles s'érode légèrement en lien avec la surperformance des produits épargne/retraite.

En Europe hors France, le chiffre d'affaires augmente de 4,6 % pour atteindre 3,6 Md€. Le taux de marge

sur affaires nouvelles atteint 18,3 % et la valeur des affaires nouvelles 54 M€. Le modèle d'activité se transforme rapidement : le mix produits s'améliore avec une progression de 34,8 % du segment épargne UC et de 149,1 % de la prévoyance/protection portée par l'intégration de CNP Santander Insurance. Plus de 70 % du chiffre de la zone est réalisé en épargne UC et prévoyance/protection (vs. 48 % en 2014).

Au global, le taux de marge sur affaires nouvelles atteint 14,5 % en 2015 en hausse de 0,8 points par rapport à 2014. Il bénéficie de l'amélioration du mix produits en France et en Europe hors France avec l'intégration de CNP Santander Insurance. Dans ce contexte, les encours moyens (hors PB différée) progressent à 316,9 Md€ (+ 3,1 %).

Bpifrance

Acteur public de référence, Bpifrance favorise l'innovation, l'amorçage, le développement, l'internationalisation et la transmission des entreprises en contribuant à leur financement en prêts et en fonds propres.

Pour ce faire, la banque publique d'investissement agit en appui des politiques conduites par l'État et les Régions, ainsi qu'en partenariat étroit avec les établissements financiers privés. Bpifrance s'affirme aujourd'hui comme l'interlocuteur de confiance des entrepreneurs pour une croissance durable, porteuse d'emplois et de compétitivité.

En 2015, l'établissement a poursuivi le développement de ses outils de financement et d'investissement destinés aux entreprises de toute taille. L'ensemble de ses équipes, au siège comme dans les 43 implantations régionales, s'est mobilisé pour rencontrer et accompagner les chefs d'entreprise dans la réalisation de leurs projets d'investissement en France et à l'international.

Face à une légère reprise de l'activité et de l'investissement, les financements à court, moyen et long terme ont, cette année encore, enregistré une progression marquée. Les prêts sans garantie, complémentaires de ceux des banques et dédiés au financement de l'immatériel et du besoin en fonds de roulement, ont ainsi crû de 18 %.

Les interventions en fonds propres ont également connu une année fructueuse. L'activité de fonds de fonds, enregistre un record de 685 M€ de souscriptions nouvelles. Les activités d'investissement direct ont crû de 35 % au total. Le pôle Fonds propres PME a pour sa part réalisé près de 100 in-

vestissements dans des PME et ETI en régions.

En 2015, Bpifrance a également amplifié ses interventions pour l'innovation : le montant des aides et prêts accordés a connu une hausse de 20 % à 1,3 Md€. Les investissements directs en innovation enregistrent de leur côté une augmentation de 33 %, faisant de l'écosystème français du capital-risque innovation un leader européen.

Autre source de compétitivité, les appuis à la mondialisation des entreprises et leur accompagnement dans leur développement stratégique ont été encore renforcés en 2015. Dans l'attente de l'intégration des activités de garantie publique de Coface, Bpifrance a également poursuivi le déploiement de sa gamme d'outils à l'export telle que la mobilisation de créances à l'étranger. Bpifrance a aussi mobilisé son expertise en accompagnement, et celle de ses partenaires, pour promouvoir des initiatives d'accélération de performance et de mise en relation. Le programme d'Accélérateur PME, lancé en 2015, offre ainsi 24 mois de services d'accompagnement premium de Bpifrance et de ses partenaires à une première promotion de 65 PME ambitieuses.

Plus que jamais à l'écoute des besoins des entrepreneurs, les équipes de Bpifrance poursuivront leur mobilisation au plus proche du tissu économique **pour servir l'avenir.**

Transdev

2013 a été l'année des mesures d'urgence, 2014 celle du redressement. 2015 restera pour Transdev l'année de la consolidation et du retour à des fondamentaux solides.

Les résultats financiers sont en nette amélioration avec une progression significative du résultat net et une baisse importante de l'endettement.

Au plan commercial, de beaux succès ont été obtenus qui ont permis de stabiliser le chiffre d'affaires. A l'international, Transdev a remporté un important contrat ferroviaire en Allemagne et trois contrats de bus en Suède. En Amérique du nord, les contrats de Phoenix et San Diego ont été renouvelés et Transdev a remporté les contrats de tramway de Detroit, Cincinnati ainsi que celui d'Edmonton (Canada). Aux Pays Bas, Connexxion a remporté HWGO et renouvelé Eindhoven. Enfin, le réseau ferroviaire de la capitale de la Nouvelle-Zélande, Wellington, a été remporté avec un début opérationnel le 1^{er} juillet 2016.

En France, Transdev a notamment remporté un succès offensif dans le département de la Manche et les renouvellements de Beauvais, Istres et Arcachon.

Cette année a aussi été marquée par le lancement prometteur d'Isilines, l'activité cars longue distance en France. En dépit d'une forte concurrence, Isilines est un succès avec 235 000 passagers transportés sur un total de 500 000 en 2015.

La résolution du dossier SNCM permet désormais d'envisager la restructuration du capital, dernière étape du redressement entamé en 2013.

L'année 2015 a aussi été celle de l'affirmation de l'innovation comme priorité du groupe Transdev, au côté de l'excellence opérationnelle et commerciale. La création de la Digital Factory et le lancement de plusieurs projets emblématiques (Split, Abel, FeetMe) en témoignent.

CHIFFRES CLÉS 2015

- Chiffre d'affaires : 6,6 Md€
- Résultat opérationnel : 104 M€
- Résultat opérationnel courant : 146 M€
- Résultat net part du Groupe : 82 M€
- Présent dans 19 pays
- Collaborateurs : 74 388



CHIFFRES CLÉS 2015

- **Chiffre d'affaires :**
1 440 M€
- **Résultat net récurrent** foncière (EPRA) : 3,7 € par action
- **Cash-flow net courant**
Groupe Icade : 4,07 € par action
- **Valeur du patrimoine immobilier :** 9,2 Md€ (en valeur hors droits, en part du Groupe Icade)

Icade

Nouvelle gouvernance et nouvelle équipe de direction

Au 1^{er} semestre 2015, le conseil d'administration a défini une nouvelle gouvernance d'Icade en dissociant les fonctions de Président du conseil d'administration et de Directeur général. Olivier Wigniolle, après sa nomination, a procédé au renouvellement d'une part importante du comité exécutif d'Icade. Enfin, la Caisse des Dépôts et Groupama ont annoncé le 21 décembre 2015 un projet de simplification de la structure actionnariale.

Nouveau plan stratégique à 3 ans

En novembre 2015 le nouveau management d'Icade a présenté son plan stratégique 2016-2019, axé sur la croissance et la création de valeur. Icade entend consolider sa position d'opérateur immobilier intégré de référence, (promotion, foncière tertiaire et de santé), avec un patrimoine qui devrait atteindre 11 Md€ à l'horizon 2019.

Ce plan stratégique repose sur cinq volets :

- optimiser le portefeuille de Parcs d'affaires en se recentrant sur les actifs offrant le meilleur potentiel de création de valeur (cession de certains parcs, amélioration du taux d'occupation des actifs « *core* », notamment à travers une politique marketing innovante « *Coach Your Growth With Icade* ») ;
- accroître la rentabilité de l'activité Bureaux via le pipeline de développement, et élargir le champ d'inves-

tissement à certaines grandes villes françaises ciblées, en synergie avec l'activité Promotion ;

- assurer un niveau de rentabilité des activités de Promotion en ligne avec les principaux concurrents (ROE cible à 12 %) et développer les synergies avec les activités de Foncière ;
- renforcer le leadership de la Foncière Santé sur le marché français en procédant à des acquisitions ciblées et une gestion dynamique des actifs ;
- se désengager de l'activité de Services.

Icade a placé la RSE et l'innovation au cœur de sa stratégie.

Perspectives

L'exercice 2016 sera marqué par des opérations d'envergure pour la Foncière Tertiaire : livraison à l'été du futur siège social de Veolia (45 000 m²), livraisons en juin et en octobre des immeubles Open (9 100 m² en restructuration) et Millénaire 4 (24 500 m²).

La Foncière Santé bénéficiera, en année pleine, de la génération de cash-flows liés à ses acquisitions de 2015 et poursuivra sa politique de développement.

L'activité Promotion Logement devrait bénéficier en 2016 de la poursuite du dispositif Pinel, le locatif intermédiaire, le PTZ élargi et les taux d'intérêt bas. L'activité Promotion Tertiaire sera portée par un backlog en hausse de 65 %.

Groupe SNI

Le groupe SNI, premier bailleur de France, a maintenu en 2015 une forte production de logements en dépit de la morosité du marché de l'immobilier.

10 948 logements ont été livrés (dont 5 068 sociaux et 2 795 places d'hébergement portés par sa filiale Adoma). 11 179 logements ont été mis en construction (dont 4 063 sociaux et 3 820 par Adoma). En outre, 7 573 logements ont bénéficié d'un programme de réhabilitation-résidentialisation. Les résultats consolidés du groupe SNI sont élevés et s'établissent à 131,7 M€.

Fidèle à sa mission d'intérêt général et en réponse aux attentes des pouvoirs publics, le groupe SNI poursuit sa mobilisation sur le segment du logement intermédiaire, à travers notamment le Fonds de Logement Intermédiaire (FLI). Premier fonds à financer la construction de logements intermédiaires, le FLI est devenu le plus important fonds français dédié au marché résidentiel dès son premier closing en juillet 2014. Suite au second closing du 29 juin 2015, le FLI compte 1,045 Md€ de fonds propres, pour une capacité d'investissement de 1,8 Md€ correspondant à 10 000 logements.

Le groupe SNI, et sa filiale Ampère Gestion, ont également remporté en 2015 l'appel d'offre de l'Etat pour la gestion d'un fonds d'investissement doté d'1 Md€ de fonds propres et dédié à la construction de 13 000 logements intermédiaires.

Enfin, son actionnaire la Caisse des

Dépôts a acté une augmentation de capital à hauteur de 900 M€ pour lui permettre d'acquérir en direct 12 000 logements intermédiaires (et éventuellement, par le biais de ses filiales ESH, la quote-part de logement social prévu dans chaque programme). Au total, ces trois véhicules permettront la production de 35 000 nouveaux logements intermédiaires sur les cinq prochaines années.

En complément, le groupe SNI va très fortement accélérer le rythme de sa production de logement social. Les filiales HLM devraient ainsi produire plus de 35 000 logements sociaux d'ici 2019. Le groupe SNI s'engage ainsi à conduire une action volontariste et contracyclique au service de l'intérêt général.

En Ile-de-France, le groupe SNI concentre ses efforts pour construire plus de 11 000 logements sociaux d'ici 2019, soit un quasi-doublement de sa production sur le territoire francilien. Pour mener à bien ce défi, le groupe SNI a mutualisé les équipes de développement, de renouvellement urbain et de maîtrise d'ouvrage de ses deux ESH franciliennes, Osica et Efidis, au sein d'un nouveau groupement de moyens : Grand Paris Habitat. Interlocuteur privilégié des acteurs de l'aménagement et du logement sur le territoire francilien, Grand Paris Habitat a signé en 2015

CHIFFRES CLÉS 2015

- **Patrimoine** : 345 769 logements gérés, dont 18 795 logements sociaux
- **Investissements net de subventions** : 1,5 Md€
- **Réhabilitations et résidentialisations** mises en chantier : 7 573
- Plus de 100 **conventions Anru** (Agence nationale pour la rénovation urbaine) **signées**
- **Chiffre d'affaires** : 1,4 Md€ de loyers collectés + 0,35 Md€ de chiffre d'affaires Adoma
- **Collaborateurs** : 6 903

de nombreux protocoles de partenariats :

- avec la Société du Grand Paris, afin de répondre aux besoins en logements dans les quartiers des futures gares du Grand Paris Express.
- avec la préfecture de Paris et d'Ile-de-France, afin d'accélérer la production de logements sociaux en Ile-de-France,
- avec l'AP-HP, afin de donner aux personnels de l'AP-HP un accès prioritaire au patrimoine existant et à venir du groupe SNI.

Actionnaire d'Adoma depuis 2007, le groupe SNI a œuvré au cours des dernières années au redressement de cet opérateur très social qui s'adresse aux plus fragiles. Devenue filiale du groupe SNI en 2015, Adoma bénéficiera d'une capacité d'investissement décuplée qui lui permettra d'accélérer la réhabilitation de son parc.

Compagnie des Alpes

Depuis plus de 25 ans, la Compagnie des Alpes, leader mondial du ski et leader européen des loisirs, exploite les plus grandes stations françaises de ski alpin et des parcs de loisirs en Europe.

Aujourd'hui, elle exporte au-delà des frontières européennes un savoir-faire unique dans la conception et l'assistance à maîtrise d'œuvre de projets : stations de montagne, parcs de loisirs, loisirs indoor... Des loisirs d'exception pour le plus grand nombre, qui s'ancrent dans les territoires et les régions avec une dynamique de création et de valeur partagée.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 695,9 M€ pour l'année 2015, en progression de 5 % à périmètre comparable (+0,4 % à périmètre réel⁽¹⁾), par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Dans les domaines skiables, l'activité est en progression + 4 % à 394.1 M€, en dépit d'un début de saison difficile, grâce à des 2^e et 3^e trimestres dynamiques.

À périmètre comparable, le chiffre d'affaires des destinations de loisirs s'élève à 289,3 M€ et progresse de 10,1 % par rapport à l'exercice 2013/2014 qui avait déjà enregistré une progression de plus de 6 %. Cette très bonne performance sur deux exercices consécutifs valide le repositionnement stratégique autour du concept de « Très Grande Satisfaction » adopté en 2013. Tous les sites ont contribué à cette progression, à l'exception de Grévin Paris, qui a été pénalisé par les attentats du début d'année et par des travaux de rénovation.

L'activité développement international, s'élevant à 6,3 M€, progresse de 19,5% à périmètre comparable. Elle bénéficie des ouvertures des Grévin à Prague et à Séoul alors que l'activité de conseil est stable d'un exercice à l'autre.

« Le repositionnement des Destinations de loisirs autour du concept de Très Grande Satisfaction a largement porté ses fruits comme l'atteste la progression de l'activité et des marges du groupe. Cette stratégie sera poursuivie activement dans les parcs historiques et les domaines skiables, en intensifiant les investissements au cours des prochaines années pour conforter leur attractivité. À l'international, le groupe est de plus en plus mobilisés, tout particulièrement en Chine où l'organisation des jeux olympiques d'hiver 2022 offre une très belle opportunité de développement. »

CHIFFRES CLÉS 2015

- Chiffre d'affaires : 695.9 M€
- Résultat net : 30 M€
- 11 domaines skiables
13 parcs de loisirs dans 4 pays européens et 3 implantations Grévin au Canada (Grévin Montréal), en République Tchèque (Grévin Prague) et en Corée (Grévin Séoul).
- 13,6 millions de journées skieurs
- 7,4 millions de visiteurs dans les parcs de loisirs
1 million de visiteurs dans les sites de loisirs indoor

(1) Le Groupe a cédé 4 parcs entre 2013 et 2015.

CHIFFRES CLÉS 2015

- **Chiffre d'affaires géré** : 936 M€
- **Collaborateurs** : 13 000, dont environ 8 300 dans l'ingénierie

Egis

En 2015, le chiffre d'affaires géré par Egis et ses filiales atteint 936 M€, dont 60 % réalisés à l'étranger.

A l'international, et plus particulièrement dans ses pays et régions cibles, le groupe Egis a remporté d'importants succès commerciaux et renforce ainsi sa position parmi les leaders mondiaux de l'ingénierie.

En Inde, deuxième pays d'implantation (après la France) en termes d'effectifs avec 1 800 salariés, le groupe Egis a notamment remporté l'exploitation de l'autoroute à péage National Highway NH-8D, l'ensemble des études d'exécution et des travaux du projet d'extension du nouveau port de Bombay, ainsi que la maîtrise d'œuvre du métro ligne 3 de Mumbai.

Au Brésil, Egis figure désormais parmi les ingénieries de référence du pays et a décidé, fin 2015, de fusionner les trois sociétés d'ingénierie acquises successivement par le Groupe (VEGA, Aeroservices, Lenc). Côté projets, Egis a notamment remporté l'ingénierie de la ligne 13 du métro de São Paulo, ainsi que la supervision des travaux de la route DR-06 (Taubaté, São Paulo).

Dans la zone Moyen-Orient, où le Groupe est implanté à Doha, Riyad et Dubaï, Egis a fait l'acquisition en 2015 de Projacs, une société de management de projet. Cette acquisition représente un nouveau tremplin pour le développement d'Egis au Moyen-Orient et lui permet de proposer une offre complète et diversifiée dans tous les secteurs : transports, ville, bâti-

ment, eau, énergie, environnement... Parmi les prestigieux contrats décrochés au Qatar :

- La Zone économique Um Alhoul au sud de Doha (conception et supervision de travaux)
- L'extension de la station de traitement et de recyclage des eaux usées de Doha Ouest (*design review* et supervision)
- Le nouveau collecteur principal du réseau d'assainissement de la ville de Doha (supervision)
- La réhabilitation des lagunes d'Al Karaana (maîtrise d'œuvre)

En Arabie Saoudite, Egis rénove les infrastructures aéronautiques de l'aéroport de Riyad et signe un contrat ferroviaire pour le compte du ministère du Transport.

Sur le continent Africain, Egis s'est vu confier la rénovation du stade 5 Juillet d'Alger, l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'alimentation en eau potable des villes de Gagnoa et Sinfra en Côte d'Ivoire, les études relatives au nouvel aéroport international de Djermaya au Tchad, le suivi des travaux de la nouvelle ambassade d'Arabie Saoudite au Cameroun, ainsi que la maîtrise d'œuvre du stade omnisports de Yaoundé dans ce même pays. Le groupe Egis a également obtenu de nouveaux contrats en France, tels que la réalisation d'un réseau de chaleur sur le campus de Paris-Saclay, le pilotage dans la

durée de toutes les communications relatives au Grand Paris Express, le pilotage de la construction de La Sorbonne Nouvelle à Paris Nation, la maîtrise d'œuvre du projet de refonte de l'usine de traitement des eaux de Clichy-la-Garenne. Egalement à son actif, deux importants contrats de maîtrise d'œuvre autoroutière en France : A480 à Grenoble et A75 au sud de Clermont-Ferrand, ainsi que la maîtrise d'œuvre du prolongement de la 3^e ligne de tramway de Saint-Etienne.

En 2015, Egis a continué de se développer dans le domaine des nouveaux services à la mobilité en reprenant l'exploitation des services de stationnement de la ville d'Amsterdam, qui comptent parmi les plus avancés au monde.

Au printemps 2015, Easytrip France (groupe Egis) et Renault ont signé un partenariat d'importance pour la mise en place d'un service d'accès et de paiement sur bornes de recharge de véhicules électriques, entièrement géré par la solution Easytrip KiWhi Pass.

Egis a également obtenu cette année une dizaine de grands prix pour ses réalisations les plus emblématiques de l'année. Au Grand Prix National de l'Ingénierie, le groupe Egis s'est vu décerner le prix Industrie et Conseil en Technologie pour son projet de tour Wind-it®, une solution innovante de micro-génération d'énergies renouvelables couplant éolien et mini-installation solaire. Dans le cadre du salon World Efficiency 2015, Egis a reçu le prix « Changement climatique » dans la catégorie « Innovation dans les technologies » pour sa démarche méthodologique Rosau dédiée à l'amélioration de la résilience urbaine. Le Groupe a également remporté le Prix de l'Aménagement Urbain & Paysager 2015 pour le parc du Heyritz à Strasbourg, ainsi qu'un prix dans la catégorie « Biodiversité » pour l'écoquartier Flaubert à Rouen.

CHIFFRES CLÉS 2015

- 1 Md€ **sous gestion** pour le compte de la Caisse des Dépôts
- Plus de 40 **investisseurs tiers**
- **Portefeuille** de 10 participations actives représentant
- **Chiffre d'affaires** cumulé supérieur à 2 Md€
- Totalisant 15 000 **emplois**
- 1,5 Md€ **investis** en plus de 15 ans dans près de 60 sociétés présentes dans tous les grands secteurs d'activité
- **Collaborateurs** : 27

Qualium Investissement

En 2015, l'activité s'est principalement centrée sur les sorties, Qualium Investissement réalisant trois cessions.

Marais, fabricant de machines spéciales pour la pose mécanisée de réseaux de télécommunication et d'énergie, cédé à TESMEC, société cotée italienne.

Genoyer, spécialisé dans la fourniture d'équipements pour l'industrie du pétrole et du gaz, cédé à des fonds gérés par Naxicap.

Quick, restauration rapide, cédé au Groupe Bertrand, propriétaire de Burger King France.

... Et préparant celles de Feu Vert, distribution et réparation automobile, et de Frères Blanc, restauration traditionnelle.

En parallèle, Qualium Investissement a épaulé deux sociétés du portefeuille, Sogal et IMV Technologies dans leur politique de croissance externe.

CDC International Capital

CDC International Capital est la filiale d'investissement du groupe Caisse des Dépôts créée en 2014 pour développer les partenariats de la Caisse des Dépôts avec les fonds souverains et autres investisseurs institutionnels internationaux.

Sa vocation est d'attirer durablement les capitaux étrangers en France pour accompagner le développement des entreprises, notamment à l'international, mais également investir aux côtés de partenaires étrangers dans les infrastructures et dans l'immobilier. CDC International Capital entretient des relations étroites avec de nombreux fonds souverains et de pension présents sur tous les continents. En effet, CDC International Capital est membre fondateur de l'Institutional Investors Roundtable dont elle assure la présidence en 2016 ; ce club rassemble les plus grands fonds souverains et fonds de pension mondiaux dans une perspective d'investissements communs.

Outre ses partenariats d'investissement actifs depuis mi 2014 avec QIA (Qatar), et Mubadala (Emirats Arabes Unis), CDC International Capital a noué en 2015 des partenariats de co-investissement additionnels.

Un partenariat franco-saoudien entre Kingdom Holding Company (KHC) et CDC International Capital a été annoncé en 2015 visant à établir en 2016 le Fonds d'Investissement Franco-Saoudien d'une taille cible de 400 M\$ pour l'accompagnement des entreprises françaises en Arabie Saoudite et dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe.

Par ailleurs, une opération d'investissement de 150 M\$ au capital de KHC est intervenue en fin d'année 2015, à laquelle CDC International Capital a participé.

Dans la droite ligne du mandat confié le 14 avril 2015 par le comité interministériel du Grand Paris à la Caisse des Dépôts, CDC International Capital et le fonds souverain chinois CIC ont conclu, à l'occasion de la visite d'Etat de Président de la République en Chine le 2 novembre 2015, **un partenariat de co-investissement pour le financement de projets et actifs du Grand Paris** d'un montant d'1 Md€ dans un premier temps. Ce partenariat concerne principalement des co-investissements dans des actifs immobiliers existants ou en développement dans la zone du Grand Paris. De manière subsidiaire, des investissements, notamment dans des infrastructures liées au Grand Paris, seront également considérés.

CDC International Capital poursuit par ailleurs des partenariats de co-investissement avec d'autres fonds internationaux, dont le fonds souverain russe, et des investisseurs asiatiques.

CHIFFRES CLÉS 2015

- **Création en 2014**
- **Fonds propres :**
725 M€
- **Capacité d'investissement** via ses filiales partenariales : 3 Md€
- **Investissements réalisés :** 5 pour un montant cumulé supérieur à 250 M€
- **Equipe :** 20 personnes, dont 11 directeurs d'investissements et chargés d'investissement

« Construire l'avenir, c'est ce que le groupe Caisse des Dépôts fait depuis 200 ans. Je veux que le Bicentenaire consacre une Caisse des Dépôts offensive, connue et reconnue de tous, fidèle à son histoire. »

Pierre-René Lemas,
directeur général du groupe Caisse des Dépôts.



56, rue de Lille - 75356 Paris 07 SP
Tél. : +33 1 58 50 00 00
 @CaissedesDepots
www.groupecaissedesdepots.fr

